



Commune d'Entrepierres



PLAN LOCAL D'URBANISME

PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SOMMAIRE

Préambule : le cadre juridique et réglementaire

1. La place du PADD dans le Plan Local d'Urbanisme

2. Les principes du PADD

2.1. Définition et contenu du PADD

2.2. Les principes de développement durable

2.3. Les apports de la loi Grenelle II

3. Le PADD, un outil simple et évolutif

p.4

p.4

p.4

p.6

PARTIE I : Rappel des grandes problématiques du territoire communal

p.7

Chapitre I : Rappel des enjeux de la commune

p.8

1. Un environnement naturel et agricole remarquable

2. Des risques naturels importants

3. Un fonctionnement urbain atypique sans réelle centralité

4. Carte des constats : l'occupation du sol

p.8

p.9

p.10

p.11

Chapitre II : Entrepierres dans 10 ans : vers un développement mesuré et maîtrisé

p.12

1. Entrepierres au fil du temps

2. Quel avenir pour Entrepierres à 10 ans ?

3. Estimation des besoins en logements engendrés

p.12

p.12

p.13

SOMMAIRE

PARTIE II : Les orientations générales du PADD _____ *p. 16*

- 1. Présentation générale des orientations _____ *p. 17*
- 2. Première orientation : Préserver et valoriser l'environnement naturel et agricole _____ *p. 18*
- 2. Deuxième orientation : Créer une centralité pour la commune _____ *p. 20*
- 3. Troisième orientation : Promouvoir un développement urbain respectueux de l'environnement _____ *p. 22*
- 4. Quatrième orientation : Organiser les déplacements et le stationnement _____ *p. 25*
- 5. Cinquième orientation : Conforter et diversifier les activités économiques _____ *p. 27*

PARTIE III : Carte générale du PADD et principes d'aménagement sur les secteurs à enjeux _____ *p. 29*

- 1. Carte générale du PADD à l'échelle du territoire communal _____ *p. 30*
- 2. Carte générale du PADD: l'émergence d'une centralité communale _____ *p. 31*

1. La place du PADD dans le plan local d'urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme introduit par la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 remplace le Plan d'Occupation des Sols. Il intègre un nouveau document : le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Le PLU présente le projet d'aménagement communal par le biais du PADD tout en restant un instrument de gestion de l'espace. Il fixe pour une période de 10 ans la destination générale des sols et les règles qui leur sont applicables.

Le choix d'un PLU pour planifier le développement du territoire de la commune doit permettre de disposer d'un cadre de référence et de cohérence pour mettre en oeuvre les différents éléments du projet communal.

Au préalable, les enjeux et les besoins ont été identifiés dans le cadre du diagnostic socio-économique et de l'analyse de l'état initial de l'environnement. Cette analyse du territoire communal intègre, pour chaque thème traité, les documents supracommunaux telle que la loi Montagne qui s'impose au PLU, ce dernier devant être compatible avec leurs orientations. Si la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 a modifié le contenu du PLU et notamment l'opposabilité au tiers du PADD, les dispositions du PLU (zonage et règlement) doivent néanmoins toujours être cohérentes avec les orientations du PADD.

Ainsi, le juge administratif se garde le droit d'interpréter le règlement en recherchant la volonté communale exprimée dans le PADD. De même, toute évolution du document reste conditionnée au respect de l'économie générale du PADD. Cette notion de cohérence, d'une interprétation souple, assure la sécurité juridique du PLU, tout en préservant une certaine portée au PADD, à savoir une opposabilité indirecte.

2. Les principes du PADD

2.1. Définition et contenu du PADD

Défini par les articles L.123-1 et R. 123-3 du Code de l'Urbanisme, le PADD doit être l'expression claire et accessible d'une vision stratégique du développement territorial à long terme à travers des orientations générales en matière d'urbanisme et d'aménagement.

Ainsi, l'article R.123-3 du Code de l'Urbanisme présente le rôle et le contenu du projet dans les termes suivants : «le projet d'aménagement et de développement durable définit, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L.110 et L.121-1, les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble de la commune.»

Au-delà des orientations générales, le PADD peut présenter les orientations et les prescriptions concernant certains espaces et quartiers. Véritable nouveauté de la loi SRU, amendée par la loi Urbanisme et Habitat, il s'agit des Orientations Particulières d'Aménagement. Leur niveau de définition et de précision dépend de la volonté d'engagement de la commune et de l'état d'avancement des projets, actions ou opérations d'aménagement envisagés.

On retiendra également que la loi SRU avait créé le Document d'Orientations Particulières d'Aménagement (DOPA), obligatoire dans le cas des entrées de ville et l'ouverture à l'urbanisation des zones d'aménagement futures, les zones à urbaniser (zone AU). Depuis la loi Urbanisme et Habitat, toutes les orientations d'aménagement (même en zone AU) sont devenues facultatives.

Les orientations particulières, lorsqu'elles existent, sont l'expression territorialisée des politiques publiques urbaines de la commune. Elles sont complétées par des dispositions réglementaires appropriées portées au règlement du PLU.

L'article L.123-1 alinéa 3, renforcé par les articles R.123-3-1 et R.123-3-2 du Code de l'Urbanisme, détermine les possibilités d'élaboration de ses orientations ainsi que leur contenu.

«Les PLU peuvent, en outre comporter des orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Ces opérations peuvent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en oeuvre, notamment pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics».

Enfin, les périmètres de ZAC sont dorénavant intégrés au PLU, dans le règlement, les orientations d'aménagement ou leurs documents graphiques, comme il est précisé dans l'article L.123-3 du code de l'Urbanisme.

« Dans les zones d'aménagement concerté, le plan local d'urbanisme peut en outre préciser :

- a) la localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer ;
- b) la localisation prévue pour les principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts.

Il peut également déterminer la surface de plancher développée hors oeuvre nette dont la construction est autorisée dans chaque îlot, en fonction, le cas échéant, de la nature et de la destination des bâtiments».

2.2. Les principes de développement durable

Le PADD a pour objectif la mise en oeuvre, à l'échelle du territoire communal, des principes d'un développement durable de l'espace.

Les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'Urbanisme rappellent les engagements que doit prendre le PADD en matière de préservation de l'environnement.

Ainsi, l'article L.110, article majeur du Code de l'Urbanisme, récemment modifié par la loi de programmation et de mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement du 03 août 2009, dont le PADD doit respecter les principes, stipule :

«Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement».

Enfin, l'article L.121-1 précise, de manière plus générale, les objectifs des nouveaux documents d'urbanisme mis en place dans le cadre de la loi SRU.

«Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

2° La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat, de la diversité commerciale et de la préservation des commerces de détail et de proximité ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature».

2.3. Les apports de la loi Grenelle II (loi portant Engagement National pour l'Environnement)

La Loi Grenelle II du 12 Juillet 2010 a revu la définition du contenu des documents d'urbanisme. Désormais le Projet d'Aménagement et de Développement Durable doit définir les orientations générales favorables à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques et fixer des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain - Art. L.123-1-3 du Code de l'urbanisme modifié « Le projet d'aménagement et de développement durable définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques...

Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.»

3. Le PADD : un outil souple et évolutif

Le projet de la commune est nécessairement amené à évoluer avec le temps. Lorsque la commune d'Entrepierres voudra faire évoluer ou changer son projet, elle pourra le faire lors d'une révision ou une modification de son PLU. Elle pourra alors traduire son nouveau projet dans le PADD dans les mêmes conditions que lors de l'élaboration initiale.

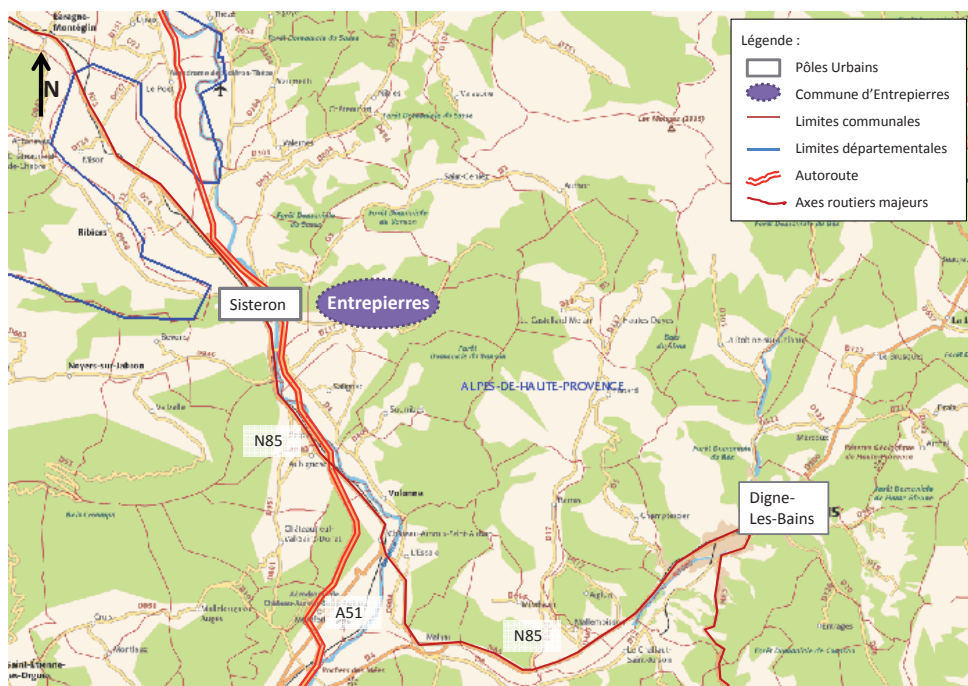
Par ailleurs, le projet communal peut aussi être précisé au fur et à mesure de l'état d'avancement de la réflexion, tout comme la précision de ses orientations. Ainsi, le PADD peut porter sur une organisation très générale (orientations générales inscrites dans la partie obligatoire du PADD), être détaillé dans un plan masse porté au règlement ou être décrit dans un schéma de principe (orientations ou prescriptions particulières portées dans la partie facultative du PADD, obligatoire dans les périmètres de ZAC).

PARTIE I :

RAPPEL DES GRANDES PROBLÉMATIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL

CHAPITRE I - RAPPEL DES ENJEUX DE LA COMMUNE D'ENTREPIERRES

Plan de situation géographique de la commune d'Entrepierrres



Source : info-terre, BRGM, PMConsultant, 2011

Commune éclatée, constituée de micro zones urbanisées, Entrepierrres comptait 389 habitants en 2008. Située dans un lieu privilégié à l'Ouest des Alpes du Sud, dans la vallée de Durance, la commune s'inscrit dans un environnement naturel de qualité. Elle s'étend sur 4 842 hectares sur la rive gauche de la Durance, elle appartient au Pays Sisteronais-Buëch et à la Communauté de Communes du Sisteronais. Elle jouxte les communes de Saint-Geniez, Sisteron, Salignac, Sourribes, Thoard et Castellard-Melan. Entrepierrres est une commune résidentielle attractive, qui connaît une forte croissance depuis les années 1990.

1. Un environnement naturel et agricole remarquable

Le territoire communal est composé à 99 % d'espaces naturels et agricoles (4 786 hectares). Ces espaces sont essentiellement composés de boisements (81%). Les terres agricoles s'étendent sur près de 800 hectares et sont à dominante céréalière.

La commune est divisée en trois entités naturelles distinctes :

- le bassin du Vanson à l'Est est constitué de la chaîne montagneuse de la colline de Saint-Joseph, d'une couverture végétale presque totale et préservée, et enfin de l'épine dorsale que constitue le cours d'eau du Vançon.
- le bassin de Mézien, au Nord de la commune, est encerclé par la montagne de Gache et le massif du Vanson au Nord. Ce secteur est tourné vers l'intérieur avec de nombreux hameaux dispersés dans la plaine agricole.
- le bassin du Sud du Riou de Jabron au centre est délimité par des montagnes, et ouvert sur le Val de Durance par une vaste plaine agricole. L'urbanisation s'est effectuée en grande majorité sur ce bassin au sein de villages perchés.



Trois aires visuelles isolées les unes des autres



Bassin du Vanson



Bassin du Mézien



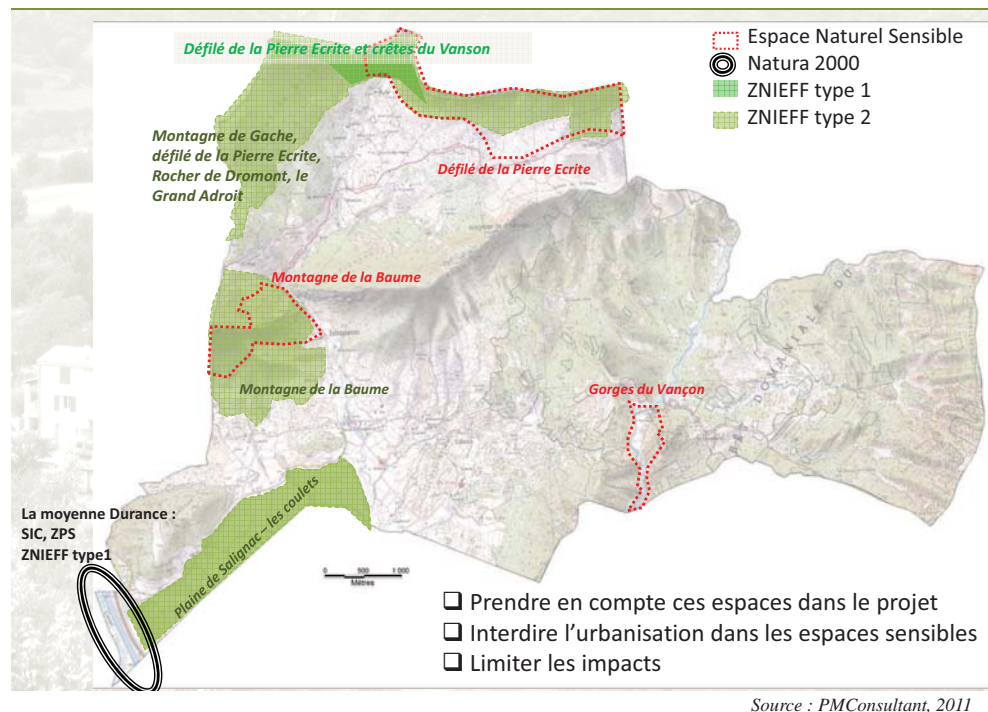
Bassin du Sud du Riou de Jabron

La commune est dotée d'un paysage agricole et naturel omniprésent, encore préservé, malgré des atteintes liées à un habitat diffus.

Plusieurs périmètres de protection sont présents sur la commune. Ils constituent des ressources patrimoniales importantes garantes de la qualité du cadre de vie et des paysages, non seulement à l'échelle de la commune mais aussi à l'échelle du bassin de vie.

CHAPITRE I - RAPPEL DES ENJEUX DE LA COMMUNE D'ENTREPIERRES

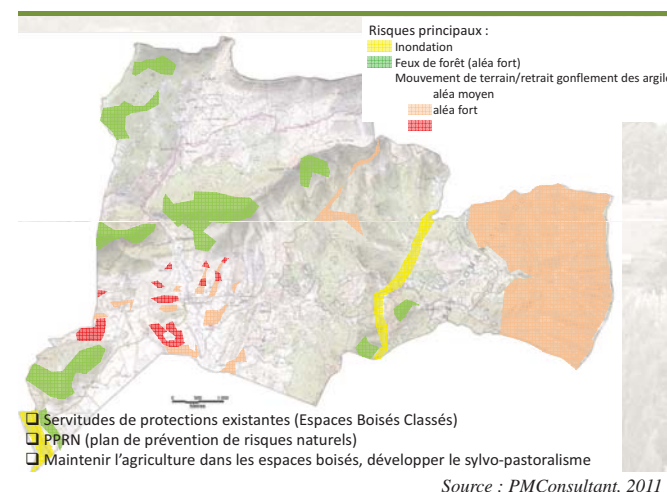
Ces espaces naturels inventoriés, et pour certains protégés (Natura 2000...), concernent notamment les abords de la Durance, une partie de la plaine de Salagnac, la montagne de Gache, les crêtes du Vanson, les gorges du Vançon, le rocher du Dromont, le Grand Adroit et la montagne de la Baume.



Ce constat a permis de faire émerger un certain nombre d'enjeux pour l'élaboration du projet de la commune :

- Prendre en compte la topographie pour construire un projet inséré dans son environnement physique,
- Mettre en valeur les atouts physiques de la commune,
- Maintenir les ripisylves pour préserver l'intérêt faune/flore,
- Préserver les écosystèmes, en créant des trames vertes entre les sites Natura 2000, les ZNIEFF et les espaces sensibles,
- Contenir les risques liés à l'hydrographie,
- Préserver la qualité et les caractères des paysages constitutifs de la commune.

2. Des risques naturels importants



La commune est soumise à différents risques naturels :

- Un risque inondation lié à la Durance et au Vançon.
- Un risque de débordement du Riou de Jabron.
- Un risque de ravinement localisé dans les secteurs de marnes grises autour des lieux-dits la Giral, Les roubines, Les Mians, le Grand Défend et la Faye.
- Les massifs forestiers sont soumis au risque feux de forêt (aléa feu de forêt moyen sur la totalité du territoire communal et fort sur les crêtes).
- Le risque de chutes de pierres et de blocs (entre l'église du Mézien et le hameau des Naux, sous les falaises de Chardavon).
- Un risque sismique : la commune est située en secteur de sismicité Ib.
- Le risque lié au phénomène de retrait gonflement des argiles est recensé à l'Est en rive gauche du Vançon (aléa moyen) et le long de la RD17 sur le versant nord de la colline de Beaudouze et quelques zones localisées du plateau agricole (aléa moyen à fort). Le PPRN prescrira les règles de constructions à respecter dans ces zones et fournira un zonage précis.

Ce constat a permis de faire émerger un certains nombre d'enjeux pour l'élaboration du projet de la commune :

- Prendre en compte les risques naturels dans la réalisation du projet global pour protéger les biens et les personnes sur la commune,
- Protéger et mettre en sécurité la population contre les risques.

CHAPITRE I - RAPPEL DES ENJEUX DE LA COMMUNE D'ENTREPIERRES

3. Un fonctionnement urbain atypique sans réelle centralité

Le territoire communal d'Entrepierres s'étend sur une vaste superficie avec une organisation atypique qui résulte d'une histoire spécifique. La commune est composée de plusieurs hameaux et groupes de construction de taille très variée tels que Saint-Puy et Le Baumas (au Sud/Ouest), la Mairie et l'Ecole (au Sud), Entrepierres (à l'Ouest), le secteur de Mézien et les Naux (au Nord/Est), Vilhosc (au centre/Sud), Saint-Symphorien (à l'Est). Entrepierres est un territoire éclaté constitué uniquement de micro-zones urbanisées, il n'y a pas de centralité clairement définie.

Cependant, Entrepierres est une commune résidentielle rurale attractive avec un important renouvellement de la population. Les nouveaux arrivants sont plutôt des jeunes ménages d'actifs avec enfants.

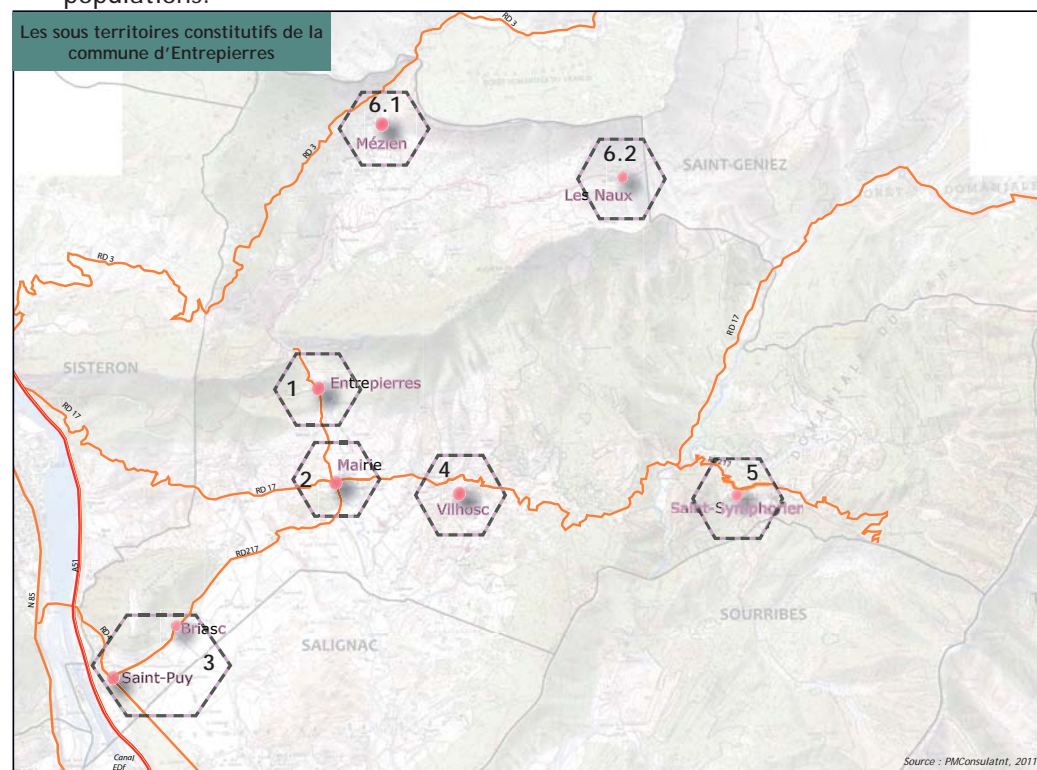
En effet, depuis 1990, on observe une forte croissance de la population qui se retrouve à la fois sur le territoire de la Communauté de Communes et sur le département. L'attractivité démographique s'est renforcée, entraînant un développement urbain sous le modèle d'installations successives d'îlots pavillonnaires (Saint-Puy/Le Baumas), de constructions individuelles (secteur de Mézien).

Certains hameaux ont connu un relatif «abandon», mais une réhabilitation progressive a été mise en œuvre, permettant une reconquête de bâtiments anciens et dégradés, redonnant une nouvelle image et un nouveau dynamisme au hameau d'Entrepierres, de Vilhosc/Les Granges/Marguery et Saint-Symphorien.

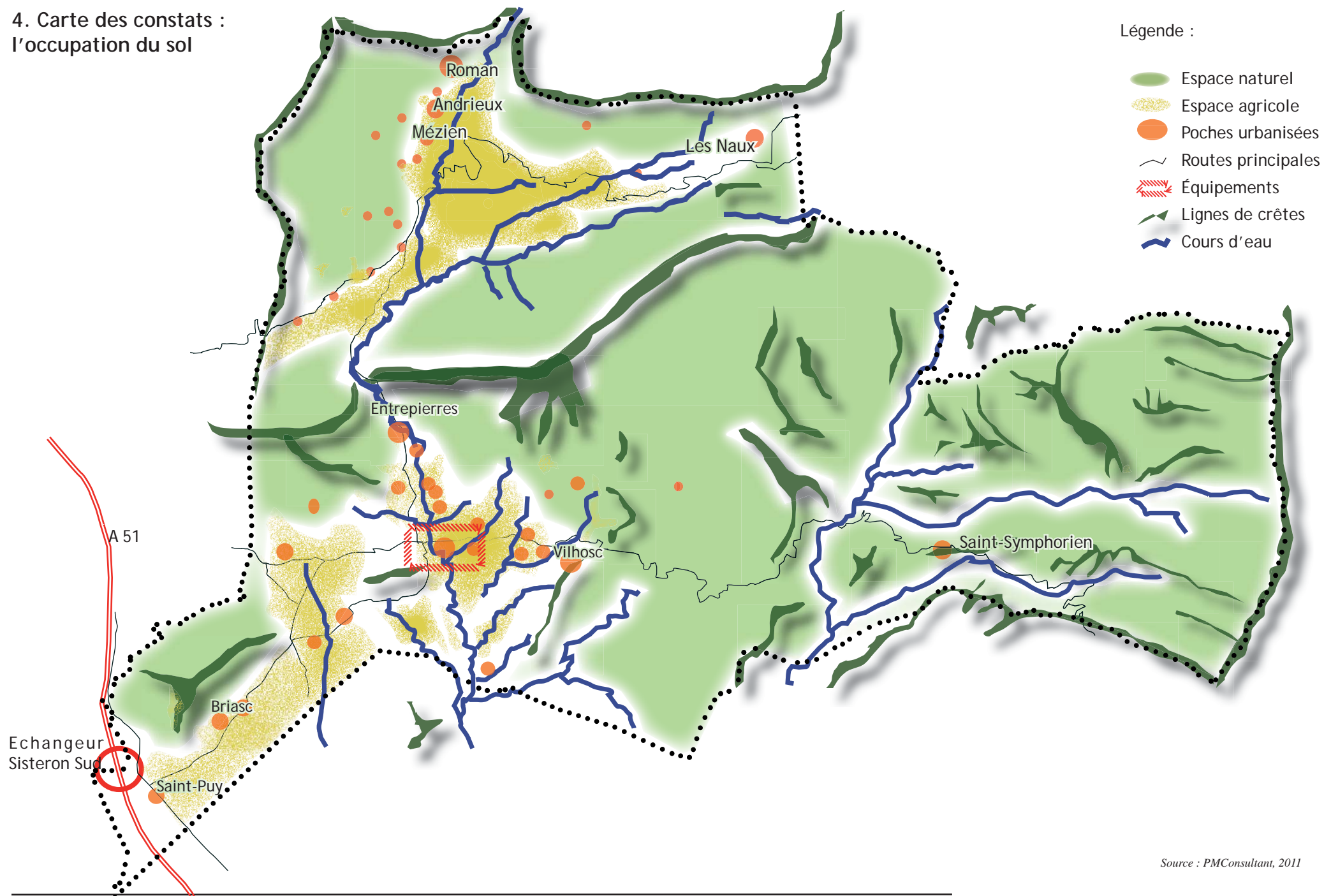
Cet étalement urbain pose des problèmes en matière de réseaux : les fortes contraintes notamment topographiques et une mauvaise aptitude des sols ont fait que l'assainissement autonome est largement utilisé car il s'adapte à un tissu d'habitat diffus peu dense. Seuls deux hameaux sont actuellement en assainissement collectif (Entrepierres et Vilhosc). Le schéma d'assainissement de la commune date de 1996, la commune s'est engagée dans sa révision. Le schéma directeur d'alimentation en eau potable est en cours d'élaboration.

Ce constat a permis de faire émerger un certain nombre d'enjeux pour l'élaboration du projet de la commune :

- Améliorer l'organisation de la commune et développer des liens entre les différentes zones urbanisées,
- Préserver et valoriser les caractères architecturaux et urbains de chacun des hameaux,
- Dynamiser le quartier de la Mairie par l'implantation de commerces et services de proximité, source de vie urbaine plus riche afin de réaliser une mixité des fonctions;
- Poursuivre l'évolution de la production de logements vers une consommation économe de l'espace,
- Diversifier l'offre en logements du territoire en fonction des évolutions socio-économiques : proposer différents statuts et typologies,
- Réfléchir sur la capacité des équipements au regard de l'arrivée de nouvelles populations.



4. Carte des constats : l'occupation du sol



Source : PMConsultant, 2011

CHAPITRE II - ENTREPIERRES DANS 10 ANS : VERS UN DÉVELOPPEMENT MESURÉ ET MAÎTRISÉ

1. ENTREPIERRES AU FIL DU TEMPS

La commune d'Entrepierres a connu 4 principales périodes en matière d'évolution de la population :

- 1ère période : 1968 - 1982, la population passe de 114 habitants à 163, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de 2.6 % par an pendant la période ;
- 2ème période : 1982 - 1990, la population passe de 163 habitants à 205, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de près de 3 % par an pendant la période ;
- 3ème période : 1990 - 1999, la population passe de 205 habitants à 314, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de près de 4.8 % par an pendant la période ;
- 4ème période : 1999 - 2008, la population passe de 314 habitants à 389, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de près de 2.6 % par an pendant la période ;



2. QUEL AVENIR POUR ENTREPIERRES A 10 ANS ?

La commune comptait environ 389 habitants en 2008. Si l'on se base sur les évolutions que la commune a connu ces trente dernières années. Plusieurs scénarios de développement sont envisageables à dix ans (*base de calcul : 2022*) :

- 1er scénario : un développement très fort

Vers une augmentation de la population de 4.8 % par an (correspondant à la période de référence 1990-1999) = un accroissement de la population de 25 habitants/an. La population est estimée à 739 habitants à dix ans. Cette hypothèse est inconcevable compte tenu de la croissance actuelle et du foncier potentiellement disponible de la commune.

- 2ème scénario : un développement fort

Vers une augmentation de la population de 3 % par an, ce qui induira une croissance de 14 habitants/an. La population est estimée à 585 habitants à dix ans. La commune s'engage dans un projet de développement fort qui risque de modifier fortement le cadre de vie et l'environnement naturel.

- 3ème scénario : un développement maîtrisé

Vers une augmentation de la population de 2.5 % par an, (légèrement inférieure aux périodes de référence) ce qui induira une croissance de 12 habitants par an. La population est estimée à 557 habitants à dix ans. La commune s'engage dans un projet de développement raisonné qui paraît réalisable mais en tenant compte de la nécessité de densifier les espaces urbanisés afin de ne pas compromettre le devenir des espaces naturels et agricoles.

- 4ème scénario : un développement faible

Vers une augmentation de la population de 1.5 % par an, ce qui induira une augmentation de 6 habitants/an sur les dix prochaines années. La population est estimée à environ 473 habitants à 10 ans. La commune s'engage dans un projet mesuré ce qui lui permet un développement progressif tout en préservant son identité.

LA COMMUNE CHOISIT DE S'ORIENTER VERS «UN DÉVELOPPEMENT MAÎTRISÉ» (SCÉNARIO 3):
LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DU TERRITOIRE À 10 ANS PERMETTRA D'ACCUEILLIR ENVIRON 550 HABITANTS.

CROISSANCE DE POPULATION ANNUELLE : ENVIRON 2.5% ET 12 HABITANTS EN PLUS PAR AN

NOMBRE DE LOGEMENTS À PRÉVOIR : 5 LOGEMENTS PAR AN MINIMUM

3. ESTIMATION DES BESOINS EN LOGEMENTS ENGENDRÉS :

Les mécanismes de consommation des logements (estimation du point mort)

La réalisation de logements neufs ne se répercute pas de manière mathématique par une augmentation du nombre de résidences principales. Ainsi, même avec une population stable, une commune doit construire des logements pour continuer à loger sa population.

Quatre mécanismes de consommation du parc vont absorber une partie des logements nouvellement construits :

- le renouvellement,
- le desserrement,
- la variation du parc de logements vacants,
- la variation du parc de résidences secondaires.

Une estimation de cette consommation de logements peut être réalisée pour la dernière période intercensitaire: 1999 et 2007. Elle permettra de mieux connaître les dynamiques d'évolution à l'oeuvre sur le parc de la commune et d'anticiper les besoins futurs.

• **Renouvellement.** Il s'agit du changement de destination de logements qui sont démolis ou affectés à un autre usage (commerces, bureaux...). Parfois, ce phénomène ne se produit pas. A l'inverse, des locaux d'activités sont transformés en logements et des logements sont divisés en plusieurs logements supplémentaires. Le renouvellement est alors positif et peut accroître le parc sans réalisation de logements neufs.

De manière générale, le renouvellement est un phénomène de consommation de logements qui va améliorer la qualité du parc par la démolition des bâtis les plus dégradés. Le renouvellement se calcule en soustrayant le nombre de logements construits à la variation totale du parc de logements pendant la même période.

Entre 1999 et 2007, le parc de logements d'Entrepierres s'est accru de 54 logements alors que 28 logements ont été réalisés. **Il y a eu un phénomène de renouvellement positif sur la commune.** Ainsi, ce sont 26 logements qui ont été réhabilités et/ou affectés à un usage d'habitation entre 1999 et 2007, soit environ 10% du parc de logement de 1999.

• **Desserrement.** La construction de logements doit être suffisante pour assumer de nouveaux modes de comportements sociaux.

En effet, à l'échelle nationale et départementale, le nombre moyen d'occupants par résidence principale est généralement en baisse. Cette évolution correspond au phénomène de « desserrement ». Elle s'explique par de nouveaux comportements sociaux : progression des divorces et séparations, augmentation du nombre de personnes célibataires, augmentation du nombre de familles monoparentales, vieillissement de la population, décohabitation des jeunes, etc.

Elle implique donc une construction de logements toujours plus nombreux pour loger une population égale.

Le desserrement se calcule en soustrayant le nombre de résidences principales qui aurait été nécessaire en 1999 si la taille moyenne des ménages était déjà celle de 2007, au nombre réel de résidences principales en 1999.

On obtient le nombre de logements qu'il a fallu produire, à population égale, pour compenser la baisse du nombre de personnes par ménage.

A Entrepierres, de 1999 à 2007, le nombre moyen d'occupants par résidence principale est resté stable, soit 2,5 occupants par résidence principale.

Le phénomène de desserrement n'a donc pas contribué à la consommation de logements entre 1999 et 2007.

• **Variation du parc de logements vacants.**

L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer une fluidité du marché et permettre aux habitants de changer d'habitation en fonction de leurs besoins. A Entrepierres, en 2007, à peine 1,1% du parc de logements correspondait à des logements vacants, soit 3 logements en valeur absolue.

Le nombre de logements vacants a diminué de 1999 à 2007 passant de 4 à 3 logements vacants, soit 1 logement vacant en moins.

• **Variation du parc de résidences secondaires.**

A Entrepierres, le nombre de résidences secondaires a augmenté entre 1999 et 2007 passant de 88 à 117, soit **une augmentation de 29 résidences secondaires.**

Le taux de résidences secondaires en 2007 était de 43% du parc de logements.

CHAPITRE III - ENTREPIERRES DANS 10 ANS : VERS UN DÉVELOPPEMENT MESURÉ ET MAÎTRISÉ

•RECAPITULATIF

Entre 1999 et 2007, la commune d'Entrepierres a gagné 27 logements grâce à un phénomène de renouvellement positif et une baisse des logements vacants. Cela a fortement atténué la consommation de logements (29 logements) entraînée par la hausse des résidences secondaires. Ainsi, entre 1999 et 2007, d'une part la commune a consommé 2 logements, et d'autre part 28 logements neufs ont été réalisés. Il y a donc eu un gain total de 26 logements.

Or, on constate effectivement que l'évolution de la population résidentielle entre 1999 et 2007 est bien du même ordre (+68 personnes).

Les besoins prospectifs en logements à 10 ans

L'objectif général communal en matière démographique est d'atteindre une population de l'ordre de 550 habitants à 10 ans, soit environ 168 habitants de plus qu'en 2007. Cela s'appuie sur un rythme de croissance annuel de 2.5%, soit environ 12 habitants par an.

• Besoins en logements pour permettre le maintien de la population de 2007.

On peut émettre deux hypothèses:

- Hypothèse 1 «au fil de l'eau» : la poursuite des tendances observées entre 1999 et 2007 avec **une consommation de logements très faible voire quasi-nulle** qui s'explique par le maintien du nombre d'occupants par résidence principale (2,5), un nombre de logements vacants très faible, et un phénomène de renouvellement positif qui compense l'augmentation du nombre de résidences secondaires.

- Hypothèse 2 «hypothèse haute» : cette hypothèse prévoit **une augmentation de la consommation de logements** qui s'appuie sur la diminution du nombre d'occupants par résidence principale, un phénomène de renouvellement positif moins important, et une augmentation un peu plus marquée des résidences secondaires.

Hypothèse 2	Résultats	Bilan de la consommation de logements 2008-2022
Desserrement égal à 2,2	$382/2,2 = 174$, soit 22 rés. principales de plus qu'en 2007	Consommation de 22 logements
Renouvellement égal à 1,5 logement par an	$1,5 \text{ log./an} * 14 \text{ ans} = 21$	Gain de 21 logements
Augmentation des résidences secondaires égale à 4 par an.	$4 \text{ rés. second./an} * 14 \text{ ans} = 56$	Consommation de 56 logements
TOTAL		57 logements consommés, soit env. 4 log./an

• Besoins en logements pour accueillir les nouveaux habitants.

Le nombre de logements nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants va dépendre de l'évolution du nombre d'occupants par résidence principale. Deux hypothèses sont envisagées :

- Hypothèse 1 : un phénomène de desserrement quasi-nul avec un maintien du nombre d'occupants par résidence principale à 2,5 (équivalent à 1999 et 2007). Les besoins en nouveaux logements seraient alors de : $168/2,5 = 67$ logements, soit presque 5 logements par an (4,8).

- Hypothèse 2 : un phénomène de desserrement qui s'accroît avec une baisse du nombre d'occupants par résidence principale à 2,2. Les besoins en nouveaux logements seraient alors de : $168/2,2 = 76$ logements, soit entre 5 et 6 logements par an (5,5).

CHAPITRE III - ENTREPIERRES DANS 10 ANS : VERS UN DÉVELOPPEMENT MESURÉ ET MAÎTRISÉ

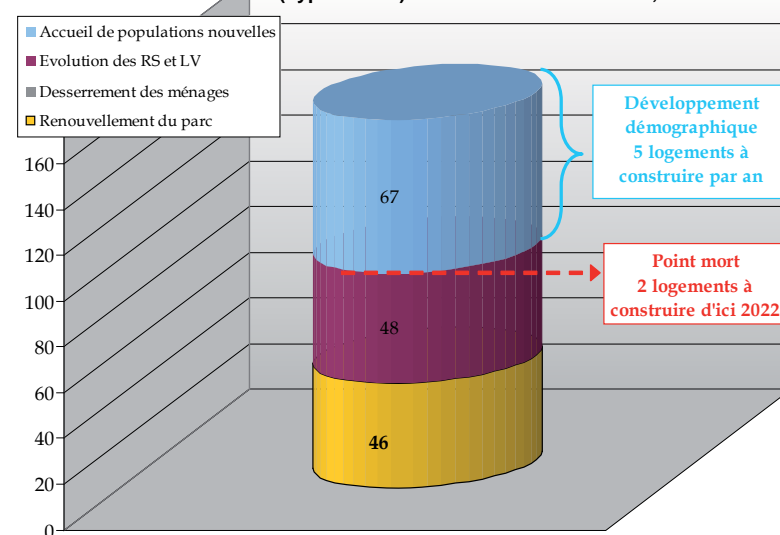
- Récapitulatif : besoins prospectifs à 10 ans pour un objectif démographique de 550 habitants

	Hypothèse 1 «au fil de l'eau»	Hypothèse 2 «hypothèse haute»
Consommation de logements (maintien de la population)	2 logements	57 logements
Besoins en logements (nouveaux arrivants)	69 logements	76 logements
Total besoins en logements à 10 ans	69 logements, soit 5 log./an*	133 logements, soit 9,5 log./an*
Total parc de logements à 10 ans	Environ 385 / 400 logements	

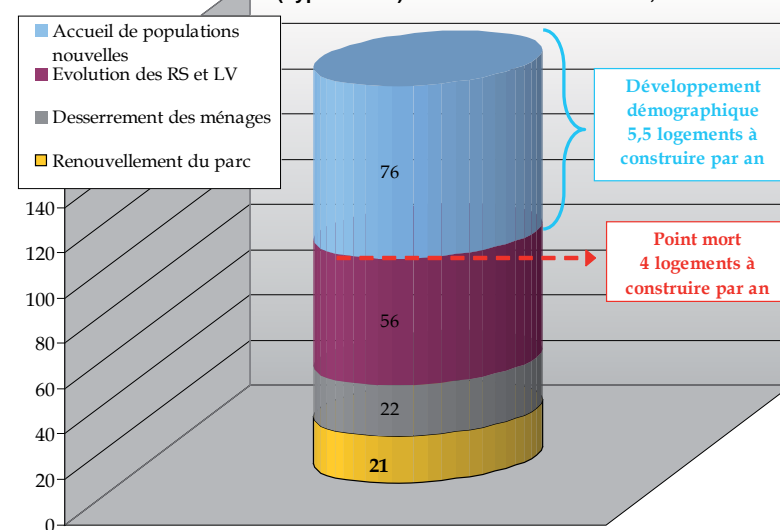
**Il convient de prendre en compte dans ce bilan les logements déjà construits depuis 2008 : soit environ une dizaine de logements.*

Nous retiendrons dans le PLU la réalisation de **85 logements à 10 ans**. Afin d'atteindre une population de 550 habitants à 10 ans, environ 70% des nouvelles constructions devront être consacrés à l'accueil de nouveaux résidents. 30% du parc de logements nouvellement construits servira alors au maintien de la population en place et à la compensation de l'augmentation des résidences secondaires.

Les besoins en logements à Entrepierres à 10 ans (hypothèse 1) - croissance annuelle de 2,5%



Les besoins en logements à Entrepierres à 10 ans (hypothèse 2) - croissance annuelle de 2,5%



Source : PMConsultant, 2011

PARTIE II : LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) regroupe les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement. Il est construit à partir :

- des constats et enjeux mis en évidence par le diagnostic,
- des objectifs retenus à partir du projet politique et des objectifs de la révision du PLU définis dans la délibération du 06 octobre 2009 ayant prescrit la révision,
- des objectifs de croissance démographique, des disponibilités du territoire (marges de manoeuvre en terme de capacité foncière) et de la faisabilité des équipements rendus nécessaires par la croissance urbaine,
- des débats et éléments mis en avant lors des ateliers de travail thématiques réalisés en concertation avec les personnes publiques associées.

Projets et orientations d'urbanisme

D'une manière générale, la population souhaite que la commune d'Entrepierrres, demeure un village, et maintienne ses traditions et ses spécificités.

Ce souhait est fortement formulé par les habitants, qui recherchent une certaine quiétude «à la campagne».

La révision du POS pour un passage au PLU permet de revoir les besoins et la cartographie du développement urbain de la commune afin d'adapter les règles d'urbanisme aux besoins et nécessités de la population et du territoire, et ce en fonction des possibilités du budget de la commune.

Les Orientations générales du PADD

Le PADD répond aux besoins de développement d'Entrepierrres par une gestion économe, équilibrée et durable de l'espace.

Le projet se décline en 5 orientations générales :

1. Préserver et valoriser l'environnement naturel et agricole
2. Créer une centralité pour la commune
3. Promouvoir un développement urbain respectueux de l'environnement
4. Organiser les déplacements et le stationnement
5. Conforter et diversifier les activités économiques

Chaque orientation se décline en actions qui permettront d'articuler des visions à court et moyen terme de l'évolution de la commune mais aussi de spatialiser les grandes orientations d'aménagement. Le PADD servira de base à l'établissement du plan de zonage et du règlement qui constituent les autres pièces du P.L.U.

1ÈRE ORIENTATION - PRÉSERVER ET VALORISER L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET AGRICOLE

Près de 80% du territoire communal est en zone naturelle, et 18% en espaces agricoles. La commune d'Entrepierres a pour ambition de préserver son caractère rural et d'agir en faveur de son environnement.

Le PLU est l'occasion d'affirmer la volonté de protéger les espaces naturels et agricoles par un zonage adapté mais aussi de prévoir les aménagements nécessaires à la sécurité de tous les administrés.

Cette orientation du PADD consiste à :

1. Prendre en compte les risques naturels
2. Préserver les paysages naturels et agricoles remarquables
3. Maintenir la diversité biologique

■ ■ Prendre en compte les risques naturels

La commune veillera à ne pas augmenter le nombre de personnes exposées aux risques, ce qui sera mis en oeuvre dans le règlement et les documents graphiques du PLU.

Le développement de la commune devra prendre en compte les contraintes et risques naturels, mais s'attachera aussi à minimiser l'impact des activités humaines.

Les objectifs communaux en matière de risques naturels sont les suivants :

- Limiter et encadrer l'urbanisation dans les secteurs concernés: soit par le risque inondation lié au débordement des cours d'eau (Riou de Jabron, Vanson, Durance), soit par le risque incendie, afin de ne pas accroître les risques humains.
- Préserver les terres agricoles pour maintenir une certaine perméabilité des sols et donc réduire le risque inondation (abords du Riou de Jabron et des affluents).
- Maintenir et entretenir les ruisseaux et ravins pour favoriser l'écoulement des eaux en cas de fortes pluies.
- Réfléchir au développement de nouveaux secteurs agricoles afin de limiter le risque d'incendie (parcours de troupeaux...).
- Ne pas étendre l'urbanisation dans les secteurs où il y a un risque important d'effondrements et d'éboulements de terrain.

- Informer les habitants et pétitionnaires dans les secteurs concernés par le risque de retrait-gonflement des argiles au travers du Plan local d'Urbanisme.

■ ■ Préserver les paysages naturels et agricoles remarquables

L'objectif général est de préserver les espaces naturels et agricoles identitaires du paysage communal : crêtes, ensembles paysagers, ripisylves...

Le paysage d'Entrepierres est marqué par la présence constante de l'élément «espace naturel» au sein duquel s'articule l'urbanisation. Les zones naturelles positionnées sur les espaces de montagne et les ripisylves structurent le paysage de la commune et participent à la qualité de l'environnement urbain. Entrepierres a la volonté de préserver et de valoriser ce patrimoine naturel, vecteur de paysage.

La pérennité des trois grandes unités paysagères du territoire, à savoir le bassin du Vançon, le bassin de Mézien, et le bassin Sud du Riou de Jabron, doit être assurée par la préservation de leur caractère naturel et agricole.

Les objectifs communaux en matière de préservation des paysages sont les suivants :

- Conserver les grands équilibres entre les espaces naturels, les espaces agricoles et les zones urbanisées.
- Stopper le mitage dans les espaces agricoles et naturels, notamment dans le secteur de Mézien. Cette forme d'urbanisation diffuse est à la fois coûteuse, peu économe en espace et, à terme, elle risque de modifier le paysage identitaire.
- Préserver les perceptions et éléments paysagers remarquables: plaines agricoles ouvertes, massifs boisés, ripisylves (trames vertes), arbres remarquables...
- Préserver les zones agricoles à forte sensibilité paysagère : le plateau agricole de Salignac au sud de la commune entre Saint-Puy et Vilhosc, ainsi que le secteur de Mézien au nord de la commune.
- Préserver une coupure agricole entre le pôle de la mairie et la zone urbanisée de Vilhosc.

1ÈRE ORIENTATION - PRÉSERVER ET VALORISER L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET AGRICOLE

■ ■ Maintenir la bio-diversité

Les espaces naturels sont diversifiés et présentent une qualité écologique particulièrement riche.

L'objectif est de protéger les espaces naturels sensibles et prendre en compte les exigences environnementales, notamment les mesures d'inventaire et de protection qui s'appliquent sur la commune.

La commune s'engage à préserver les sites ayant une grande valeur patrimoniale et environnementale, et à maintenir la diversité biologique sur son territoire dans une logique de développement durable. Il s'agit notamment :

- au Sud de la commune : du cours d'eau de la Durance et de ses abords, et d'une partie de la plaine de Salignac.
- du secteur de la montagne de la Baume à l'Ouest de la commune.
- au Nord de la commune : la montagne de Gache, et les crêtes de Vanson.
- des gorges du Vançon au Sud-Est de la commune.
- des Espaces Boisés Classés présentant un intérêt écologique et paysager. Certains EBC seront conservés, d'autres seront supprimés en fonction de leur qualité ou de leur classement dans le zonage du PLU (le classement en zone N pourra être suffisant pour préserver certains espaces naturels).



Plaine agricole ouverte de Salignac



Détré d'Entrepierrres formé par la montagne de la Baume et par l'Adrech

2IÈME ORIENTATION - CRÉER UNE CENTRALITÉ POUR LA COMMUNE

La commune d'Entrepierres a pour ambition de demeurer un village rural, et de maintenir ses traditions et ses spécificités. Il s'agit de préserver la forme urbaine traditionnelle des hameaux tout en leur donnant de l'épaisseur, de la cohérence et de la fonctionnalité. Afin de valoriser le patrimoine du village, le projet d'aménagement s'orientera vers l'amélioration esthétique et fonctionnelle des espaces publics et vers la mise en valeur des lieux stratégiques, comme les entrées de pôle, ou des éléments architecturaux présentant un intérêt patrimonial.

Un des enjeux majeurs pour la commune est avant-tout de faire émerger un lieu de centralité fort dont le noyau central serait le quartier de la mairie en lien avec les hameaux de Vilhosc et d'Entrepierres.

■ ■ Traiter le pôle de la Mairie comme un espace de services, d'équipements et de convivialité

Ce centre doit être un espace vivant et convivial, où la population peut avoir accès à un certain nombre de services et équipements, en empruntant des espaces publics de qualité.

L'objectif est de faire de ce pôle un lieu de vie animé mêlant différentes fonctions. Les projets d'extension de celui-ci devront comprendre des espaces publics de qualité, maillés entre eux en permettant à la population de disposer d'un parcours urbain dédié aux cyclistes ainsi qu'aux piétons.

La commune a pour ambition de :

- Renforcer l'offre en équipements et services de proximité, ainsi que les fonctions économiques dans le secteur de la mairie (par exemple salle pluri-activités rurale, structure multi-services type bistrot de pays).
- Prévoir l'évolution des équipements publics actuels, notamment de l'école.
- Requalifier les espaces publics du pôle de la mairie afin de favoriser l'animation urbaine et créer du lien social : aménagement d'une place de village.
- Aménager l'entrée et la traversée de la zone agglomérée.

■ ■ Aménager et traiter les espaces publics des hameaux de Vilhosc et d'Entrepierres

Les espaces publics sont actuellement sous-valorisés et souvent occupés par du stationnement.

L'objectif de la commune est de requalifier les espaces publics des hameaux de Vilhosc et d'Entrepierres.

Pour le hameau d'Entrepierres, il est envisagé notamment :

- de réaménager la rue principale (traitement du sol),
- de créer des places de stationnement supplémentaires: création d'un parking paysager.

Dans le hameau de Vilhosc, il est envisagé notamment :

- de valoriser les espaces publics existants,
- d'aménager des places de stationnement supplémentaires : extension du parking existant à l'entrée du hameau.

■ ■ Organiser et sécuriser les déplacements inter-quartiers

Afin de favoriser les modes de déplacements doux entre les différentes zones urbaines, il pourra être nécessaire de remettre en état et de baliser les cheminements doux (piétons et cyclistes) entre le hameau d'Entrepierres, le quartier de la mairie et le hameau de Vilhosc.



Source : photographie PMConsultant, 2011

2IÈME ORIENTATION - CRÉER UNE CENTRALITÉ POUR LA COMMUNE

■ ■ Renforcer l'offre en logements sur les secteurs d'Entrepierres, de Vilhosc et sur le pôle de la Mairie

Le PLU prendra des dispositions afin de contribuer à maîtriser qualitativement et quantitativement la production de logements neufs. L'enjeu est de limiter l'étalement urbain et de répondre aux besoins de la population par des formes urbaines innovantes, moins consommatrices d'espaces et répondant aux souhaits des habitants de conserver un cadre de vie de qualité.

L'offre nouvelle devra également répondre aux divers besoins en logements de toutes les catégories de population. Un effort sera notamment engagé envers les jeunes ménages et les personnes âgées.

Les hameaux d'Entrepierres et de Vilhosc, ainsi que le pôle de la mairie ont été identifiés comme les principaux secteurs de développement urbain de la commune. Une urbanisation très limitée pourra venir compléter cette offre en logements en continuité du groupe de construction des Bailles Vieux. Ces secteurs à enjeux pourront faire l'objet d'orientations d'aménagement si cela s'avère nécessaire.

Accroître l'offre en logements

Accroître l'offre en logements (69 à 133 logements) pour maintenir la population d'Entrepierres et accueillir de nouveaux habitants dans un objectif démographique d'environ 550 habitants à 10 ans.

- Étendre de manière limitée le hameau d'Entrepierres et de Vilhosc.
- Restructurer les zones d'habitat diffus des quartiers de Vilhosc et de la mairie, et densifier certaines parties sous réserve de la prise en compte des contraintes liées à l'assainissement et aux risques naturels.
- Donner de l'épaisseur au secteur de la mairie par la création de nouvelles zones d'habitat afin de créer un véritable pôle de vie, vecteur de centralité. Le développement urbain du pôle de la mairie devra s'accompagner de la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif.
- Poursuivre les efforts sur la réhabilitation des anciens logements.

Diversifier l'offre en logements

- Améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande en logements dans un objectif de mixité urbaine, sociale et générationnelle.
- Multiplier la diversité des formes urbaines (habitat intermédiaire, individuel groupé ...) et des conditions d'habitat pour permettre l'installation de jeunes ménages sur la commune et anticiper le vieillissement de la population. Pour maintenir la population sur la commune, il faut proposer une diversité des conditions d'habitat adaptées en terme de coût et de taille des logements. Favoriser la construction de logements de plus petite taille éviterait que le parc de logements soit sous-occupé et permettrait que les petits ménages (jeunes couples, personnes âgées...) puissent se maintenir sur la commune. Pour cela, la commune souhaite réaliser des logements communaux.
- Favoriser le développement d'une offre de logements conventionnés.
- Augmenter l'offre locative.

Favoriser la constitution de réserves foncières

Le PLU pourra prévoir des emplacements réservés pour la réalisation des équipements et aménagements publics sur chaque secteur de la commune présentant des enjeux. De même, il pourra utiliser « la boîte à outils d'urbanisme réglementaire » pour développer le logement tels que : les emplacements réservés pour du logement, les secteurs de mixité sociale, la majoration de coefficient d'occupation des sols pour le locatif social,...

Une politique d'acquisition foncière sera favorisée notamment sur les secteurs identifiés comme présentant des enjeux.

3^{ÈME} ORIENTATION - PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT URBAIN RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

L'objectif est de contenir le développement urbain et avoir une gestion raisonnée de l'espace. Les disponibilités foncières sur la commune sont limitées en raison de la topographie, et du caractère fortement boisé et agricole de la commune. Il est donc nécessaire d'assurer une gestion économe de l'espace en limitant l'étalement urbain et en renforçant les secteurs déjà bâtis qui le permettent. De plus, la commune est soumise aux principes de la loi Montagne (urbanisation en continuité...).

Recentrer le développement communal en continuité de l'urbanisation existante

L'enjeu pour Entrepierres est de limiter l'étalement urbain, notamment en urbanisant en continuité des trois hameaux formant le «centre» et en accentuant leur densité bâtie (en restant cohérent avec l'architecture et la volumétrie actuelles).

Le PLU doit permettre l'extension de l'urbanisation tout en maîtrisant le développement urbain qui se concentrera autour du nouveau centre dans le respect des principes de la loi Montagne et des objectifs de mixité urbaine et fonctionnelle.

- **Privilégier l'urbanisation en continuité des pôles urbains existants.**

- Conforter les pôles urbains existants (greffes de village conciliant centralité et qualité de vie) : les Bailles Vieux, Entrepierres, le pôle de la mairie et Vilhosc;
- Promouvoir une urbanisation dont la densité s'accroît progressivement autour des trois hameaux constitutifs du pôle et privilégier la construction de nouvelles formes urbaines s'inscrivant dans la continuité du tissu urbain existant;

- **Encadrer et phaser l'ouverture à l'urbanisation des « zones d'urbanisation futures » :**

- Délimiter des zones à ouvrir à l'urbanisation à court terme, et d'autres à moyen voire long terme;

- Conditionner l'ouverture à l'urbanisation des secteurs à enjeux à une opération d'ensemble et/ou à des conditions d'aménagement particulières (accès et desserte, organisation et forme urbaine, densité...);
- S'assurer de l'adéquation entre le développement urbain et les nécessités en terme de desserte et réseaux.

Fixer des limites à l'urbanisation, stopper le mitage des espaces naturels et agricoles et contenir les zones d'habitat diffus dans leurs limites actuelles

Il s'agit d'apporter une réponse au devenir des zones NB du POS, en fonction de leur niveau d'urbanisation, des enjeux paysagers et naturels, des projets de raccordements à l'assainissement et au réseau d'eau (eau potable et sécurisation incendie) et de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

L'objectif de la commune est de fixer des limites aux zones d'habitat diffus et de travailler à leur restructuration. Il conviendra d'éviter de renforcer le phénomène de mitage et d'étalement urbain par la multiplication non-encadrée de maisons individuelles sur de grandes parcelles, et d'assurer la qualité fonctionnelle de la trame viaire, des réseaux d'assainissement, d'eau potable et de défense incendie, et des réseaux EDF.

- Stopper l'urbanisation diffuse dans le secteur de Mézien. Les secteurs présentent une urbanisation très lâche et devront être reclassés en zone naturelle dans le PLU afin de stopper le mitage des espaces naturels et agricoles.
- Maintenir les limites actuelles de la zone d'habitat de Saint Puy et étudier les possibilités de densification au regard des contraintes liées à l'assainissement autonome.
- Restructurer les zones d'habitat pavillonnaire aux abords du quartier de la mairie et du hameau de Vilhosc. Certains secteurs pourront être densifiés au regard des contraintes liées à l'assainissement autonome et aux risques naturels, voire même légèrement étendus en continuité de l'existant.

3^{ÈME} ORIENTATION - PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT URBAIN RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

■ ■ Résoudre les problèmes de réseaux d'eau et d'assainissement

Le projet de la commune se base sur une mise aux normes du réseau d'eau et d'assainissement. Le Schéma Directeur d'Assainissement et le Schéma directeur d'Eau potable en cours de réalisation permettront de définir un «zonage d'assainissement et d'eau potable», avec l'aptitude des sols et le potentiel de raccordement ou non au réseau collectif.

■ ■ Promouvoir une qualité urbaine et architecturale, et préserver les éléments bâtis identitaires et patrimoniaux

Le patrimoine bâti ancien des hameaux constitue un élément fort de l'identité du territoire. Pour cela, la commune souhaite :

- Préserver et valoriser le bâti de caractère des centres villageois (notamment sur le hameau d'Entrepierres); Favoriser la réhabilitation du bâti existant;
- Respecter le caractère traditionnel du bâti existant en encadrant de manière stricte la réhabilitation des hameaux et bastides de caractère. L'habitat traditionnel doit être préservé comme élément de la qualité du cadre de vie et vecteur d'identité locale.
- Veiller à ne pas porter atteinte à la silhouette des hameaux. Il s'agit de veiller à l'intégration paysagère et architecturale des constructions nouvelles aux abords de ces derniers;

La qualité des paysages et du cadre de vie passe aussi par la préservation et la mise en valeur du patrimoine historique (rural, religieux...) abondant sur la commune.

- Préserver le petit patrimoine bâti, révélateur de l'identité du territoire (lavoirs, calvaires, croix, cabanons...).
- Identifier les bâtiments de caractère (bastides, fermes...) qui méritent une attention particulière au regard de leur qualité architecturale et patrimoniale;

■ ■ Permettre l'utilisation des énergies renouvelables

L'utilisation d'énergies renouvelables sera permise sous certaines conditions (intégration paysagère, respect du patrimoine architectural existant...).



Hameau d'Entrepierres



Les Bailles Vieux



Hameau de Vilhosc

3IÈME ORIENTATION - PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT URBAIN RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Illustrations de zones d'habitat diffus sur le territoire communal



Source : photographies PMConsultant, 2011

4IÈME ORIENTATION - ORGANISER LES DÉPLACEMENTS ET LE STATIONNEMENT

La réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre le changement climatique sont des objectifs majeurs du gouvernement, qui se sont caractérisés par la loi de programmation et de mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement qui vise notamment à réduire la part de la voiture dans les déplacements.

Afin d'améliorer et de diversifier les déplacements, la commune s'engage sur trois points :

1. Améliorer les liaisons douces entre les espaces urbanisés pour proposer des alternatives à la voiture
2. Sécuriser les accès et déplacements
3. Organiser et conforter le stationnement

■ ■ Améliorer les liaisons douces entre les espaces urbanisés pour proposer des alternatives à la voiture

La commune ne dispose pas à l'heure actuelle d'aménagements particuliers en faveur des modes de déplacements doux. Il convient donc de prévoir les aménagements nécessaires au développement de ce type de déplacements (pistes cyclables, liaisons piétonnes sécurisées...).

Pour bénéficier à l'ensemble de la population, les principaux équipements de la commune doivent bénéficier d'une desserte et d'un accès complet (vélo, piéton et voiture). L'amélioration de l'accessibilité des équipements correspond également à la volonté de mieux prendre en compte les difficultés quotidiennes des personnes à mobilité réduite.

L'objectif est de favoriser et de sécuriser les modes de déplacements doux, particulièrement dans les secteurs d'Entrepierres, de la Mairie et de Vilhosc, en remettant en état et en balisant les cheminements doux (piétons et cyclistes) entre ces trois pôles urbains. Ces liaisons douces pourront avoir diverses vocations : desserte inter-quartiers, desserte des équipements publics, circuits touristiques.

■ ■ Sécuriser les accès et les déplacements

La sécurisation des déplacements passe notamment par :

- le réaménagement du carrefour principal du quartier de la mairie,
- la requalification des entrées et traversées de zones urbaines (signalétique, traitement urbain...).

■ ■ Organiser et conforter le stationnement

Les orientations en matière de stationnement sont les suivantes :

- Créer des places de stationnement supplémentaires pour les hameaux d'Entrepierres et Vilhosc.
- Extension du parking à l'entrée du hameau de Vilhosc.
- Création d'un parking paysager pour le hameau d'Entrepierres.
- Requalifier les parkings existants en les aménageant de manière homogène (traitement paysager, panneaux, marquage au sol, revêtement, ...).
- Intégrer des places de stationnement suffisantes dans les nouvelles opérations d'habitat.

4IÈME ORIENTATION - ORGANISER LES DÉPLACEMENTS ET LE STATIONNEMENT



Pôle de la mairie



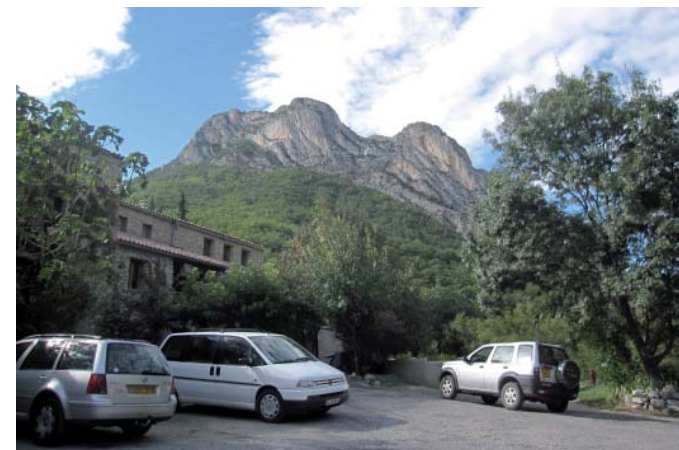
Hameau d'Entrepierres



Hameau de Vilhosc



Les Bailles Vieux



Hameau d'Entrepierres

5IÈME ORIENTATION - CONFORTER ET DIVERSIFIER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES



Renforcer les activités existantes et les services de proximité

La commune souhaite renforcer et diversifier son économie locale car elle souffre aujourd'hui d'un déficit d'emplois sur son territoire.

La commune souhaite mettre en oeuvre les actions suivantes :

- Maintenir les secteurs économiques existants.
- Renforcer le rôle de centralité du pôle de la mairie en y favorisant l'implantation d'une structure économique à définir.
- Permettre l'installation d'activités artisanales créatrices d'emploi (extension limitée de la zone artisanale du Baumas sur des terrains communaux).



Renforcer la vocation touristique de la commune : augmenter la capacité d'accueil touristique et promouvoir un tourisme vert et culturel

Le tourisme pourrait représenter une activité économique majeure pour la commune. Elle souhaite ainsi développer ce secteur d'activités, en développant les filières présentes (tourisme vert, activités de pleine nature, tourisme culturel), et en diversifiant la clientèle pour étaler la saison touristique.

- Permettre l'implantation d'un hôtel/restaurant dans la zone artisanale du Baumas aux abords du boisement protégé.
- Valoriser le patrimoine classé et inscrit, ainsi que les éléments de petit patrimoine.
- Valoriser les hameaux des Naux et de Saint Symphorien (mise en sécurité des ruines...).
- Entretenir et développer les sentiers de randonnée.



Maintenir et conforter l'activité agricole, premier secteur économique de la commune

Forte d'une activité agricole encore présente et préservée, Entrepierres a la volonté de protéger l'agriculture sur son territoire.

Les espaces agricoles sont à la fois des espaces d'activités économiques qui créent des emplois, et des espaces de préservation et de valorisation des paysages qui façonnent l'image et l'identité de la commune.

- Identifier les terres agricoles cultivées et cultivables, et inclure dans le zonage de la zone agricole certains terrains pouvant être remis en culture (friches, terrains en cours de reboisement).
- Conserver les continuités des unités foncières agricoles.
- Préserver et maintenir les terroirs agricoles à fort potentiel agronomique, notamment en les préservant de l'urbanisation diffuse (plaine de Salignac...);
- Permettre le développement de l'agritourisme en tant qu'activité complémentaire pour les exploitations agricoles (gîtes, chambres d'hôtes...); Cependant, les aménagements liés au développement de cette activité se feront de manière très encadrée (dans du bâti existant...).
- Permettre l'évolution des exploitations agricoles en fonction des besoins liés à l'activité agricole.
- Conforter la vocation agricole du hameau des Naux et permettre la diversification de l'activité agricole.

Le projet de territoire tiendra compte des enjeux et de la spécificité des espaces agricoles, en privilégiant le développement urbain sur les terres à moindre potentiel agricole. Certains espaces pourront faire l'objet d'une réflexion approfondie pour leur remise en culture en collaboration avec la chambre d'agriculture et les professionnels concernés.

5IÈME ORIENTATION - CONFORTER ET DIVERSIFIER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES



Plaine agricole de Salignac en grande partie irriguée



Zone pressentie pour l'accueil d'activités hôtelières



Zone d'activité du Baumas



Chapelle des Naux



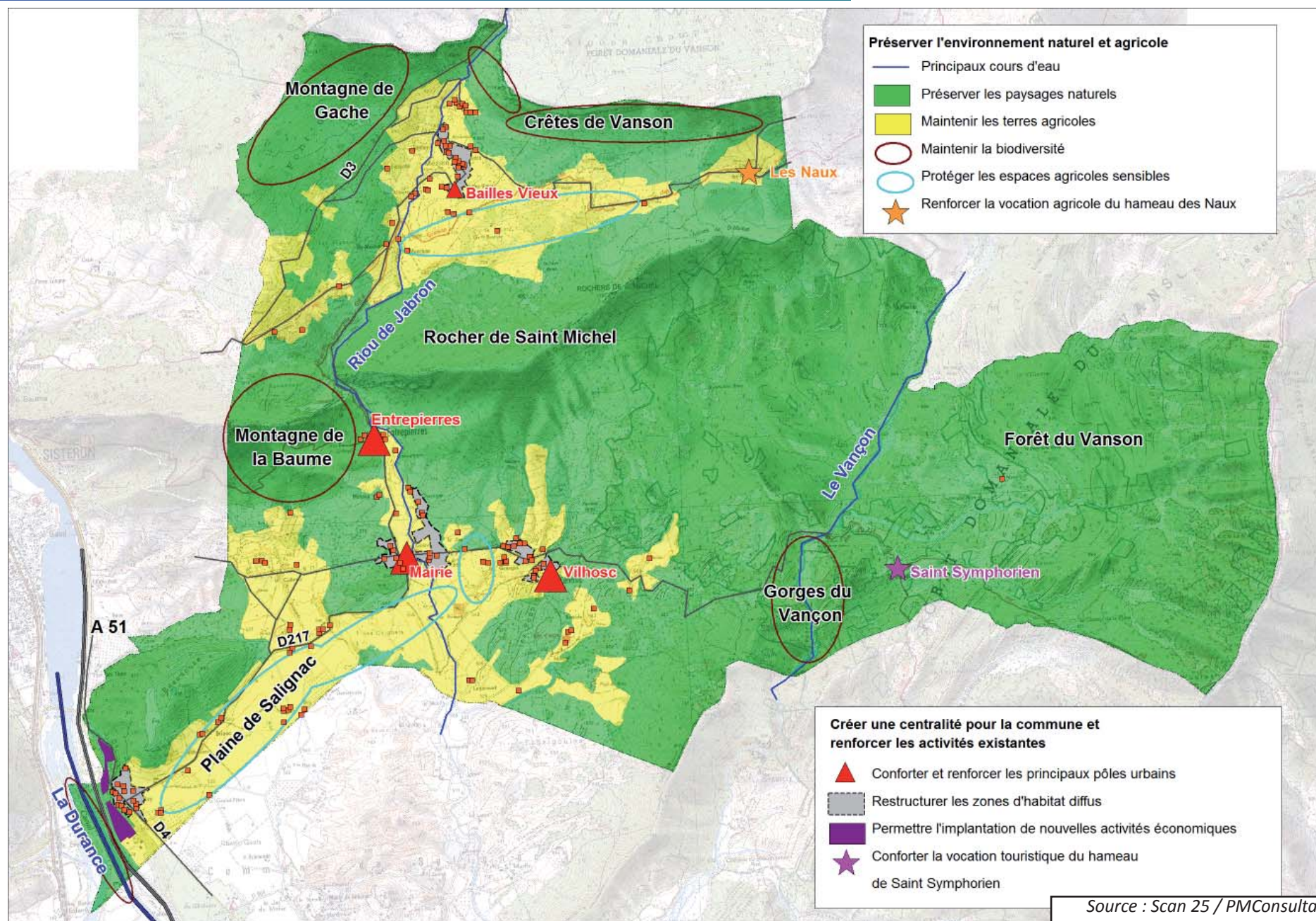
Saint Symphorien - La Cure



Pont de la reine Jeanne

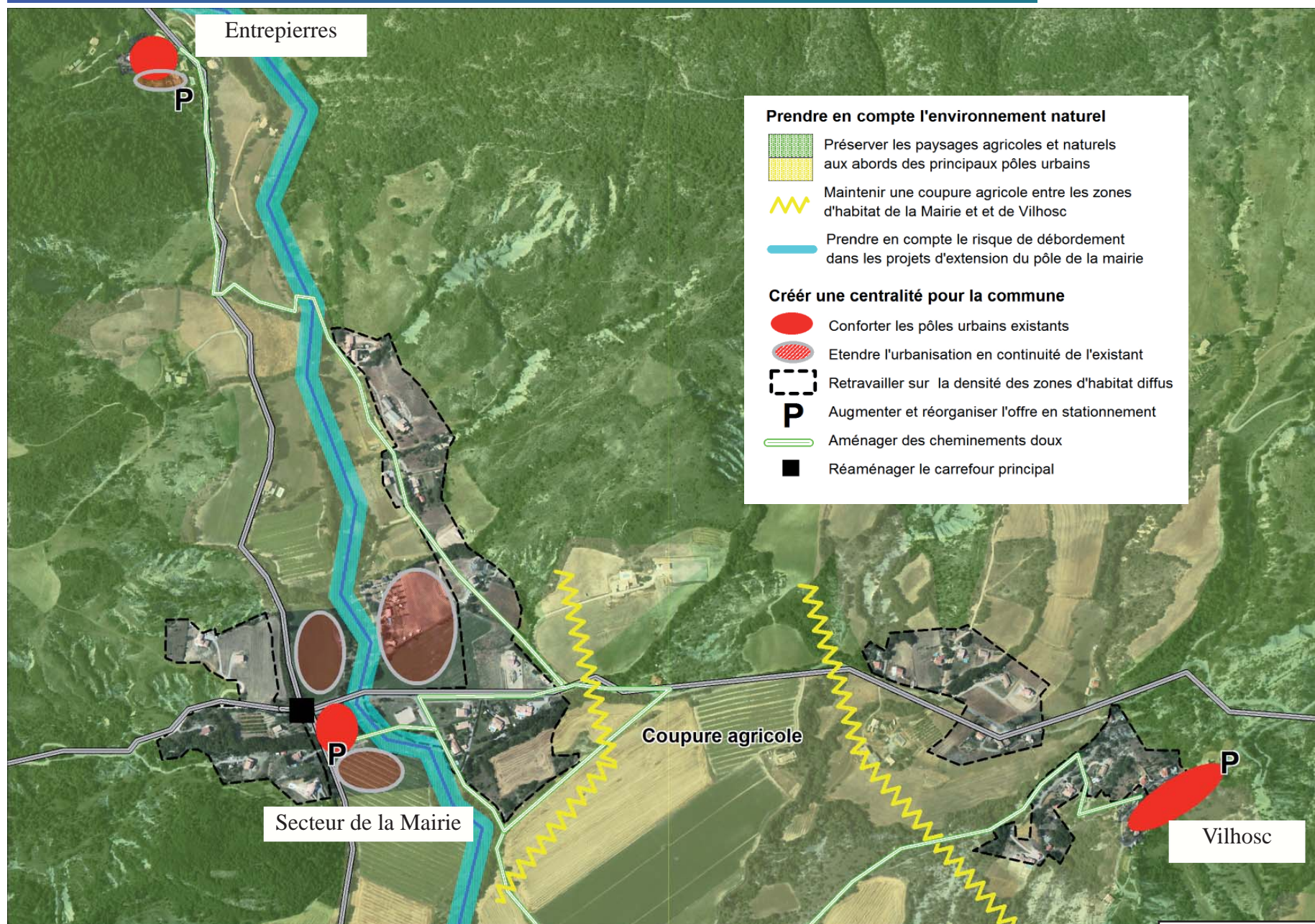
PARTIE III :
CARTES GÉNÉRALES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT SUR LES SECTEURS À ENJEUX

1. CARTE GÉNÉRALE DU PADD À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL



Source : Scan 25 / PMConsultant

2. CARTE GÉNÉRALE DU PADD - L'ÉMERGENCE D'UNE CENTRALITÉ COMMUNALE



Source : Orthophoto / PMConsultant